

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 décembre 2013

CONSOMMATION - (N° 1574)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 166

présenté par
M. Foulon et M. Cinieri

ARTICLE 5

Après l'alinéa 64, insérer les deux alinéas suivants :

« En cas de paiement par carte de paiement, le professionnel est tenu d'attendre l'expédition des marchandises commandées pour encaisser le paiement correspondant effectué par le consommateur.

« Le professionnel peut néanmoins procéder sans délai à l'encaissement du montant des marchandises s'il justifie d'une garantie financière spécialement affectée au remboursement en principal des fonds versés par les consommateurs selon des modalités fixées par voie réglementaire. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement tend à instaurer un paiement à l'expédition, sauf pour les professionnels justifiant d'une garantie financière dédiée.

Qu'il s'agisse de vente par correspondance ou de vente par Internet, lorsqu'un professionnel de la vente à distance fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire, ce sont des milliers de consommateurs qui se trouvent lésés. Les exemples passés de la Camif ou du site Internet Showroom 2001 ont été rejoints par de nouvelles affaires qui ont démontré la fragilité des professionnels du e-commerce (fermeture de usinedeco.com, mise en redressement judiciaire de 1855.com, discussions sur la fermeture du site Pixmania par son propriétaire...).

Or lorsqu'un professionnel fait faillite, le client n'a aucun recours légal pour obtenir le remboursement du paiement acquitté lors de la commande, alors que la marchandise commandée et payée ne lui a jamais été livrée. En l'état actuel de la réglementation, ce client peut seulement déclarer sa créance auprès du mandataire judiciaire, avec de très faibles chances de récupérer les sommes versées.

C'est la raison pour laquelle il convient d'imposer aux professionnels de la vente à distance d'attendre l'expédition des marchandises commandées pour encaisser le paiement correspondant effectué par le client, ce que font déjà un certain nombre d'entreprises.

Cette obligation légale permettrait d'éviter des milliers de victimes lors de la fermeture d'une entreprise de vente à distance.